

**Pôle Pharmacie**

**Pouvoir adjudicateur :**  
C.H.R.U. de BREST  
Boulevard Tanguy Prigent  
29609 BREST CEDEX

**Marché négocié**

**REGLEMENT DE CONSULTATION (R.C.)**

**Fourniture de  
gaz médicaux, gaz de laboratoire et gaz industriels :  
Bouteilles et azote cryogénique pour le  
Groupement de commande régional Bretagne**

Date et heure limites de réception des offres :

**Lundi 25 janvier 2021 à 11h00**

Date : 22/12/2020

Référence : 2020PHIE0184



## ***SOMMAIRE***

<b>ARTICLE 1 – Présentation du pouvoir adjudicateur .....</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 2 - Objet de la consultation.....</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 3 – Forme du marché public et forme des prix .....</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 4 - Lieux d'exécution.....</b>	<b>5</b>
<b>ARTICLE 5 - Décomposition de la consultation .....</b>	<b>5</b>
<b>ARTICLE 6 – Durée du marché Public.....</b>	<b>6</b>
<b>ARTICLE 7 – Groupement de commandes régional et coordination.....</b>	<b>6</b>
<b>ARTICLE 8 - Conditions de participation des candidats.....</b>	<b>6</b>
<b>ARTICLE 9 - Variantes.....</b>	<b>7</b>
<b>ARTICLE 10 - Délai de validité des offres .....</b>	<b>7</b>
<b>ARTICLE 11 – Contenu du dossier de consultation .....</b>	<b>7</b>
<b>ARTICLE 12 - Modalités d'obtention du dossier de consultation par voie électronique.....</b>	<b>7</b>
<b>ARTICLE 13 – Renseignement complémentaires et modifications.....</b>	<b>7</b>
<b>ARTICLE 14 - La candidature .....</b>	<b>8</b>
<b>ARTICLE 15 - L'offre.....</b>	<b>9</b>
<b>ARTICLE 16 – Référencement postérieur à l'attribution du marché (= extension de gamme).....</b>	<b>10</b>
<b>ARTICLE 17 – transmission électronique (voie dématérialisée) .....</b>	<b>11</b>
<b>ARTICLE 18 – La copie de sauvegarde.....</b>	<b>11</b>
<b>ARTICLE 21 - Examen de la candidature et des offres .....</b>	<b>12</b>
<b>ARTICLE 22 - Les attributions.....</b>	<b>16</b>
<b>ARTICLE 23 – Les notifications .....</b>	<b>16</b>

## PREAMBULE

Cette consultation s'inscrit dans le cadre de la mise en place d'un groupement de commandes constitué selon les règles définies à l'article 28 de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux Marchés Publics et régi par une convention constitutive signée par ses membres (**Groupe de commande régional pour la fourniture de gaz médicaux, gaz de laboratoire et gaz industriels : bouteilles et centrales de production**).

Le groupement de commande est constitué par les établissements suivants :

- **GHT de Bretagne Occidentale :**
  - CHRU de BREST (*Etablissement support*)
  - CH de FERDINAND GRALL de LANDERNEAU
  - CH de MORLAIX
  - CH de LESNEVEN
  - CH de SAINT RENAN
  - CH de LANMEUR
  - CH de CROZON
- **GHT de L'Union Hospitalière de Cornouaille :**
  - CHIC Quimper / Concarneau (*Etablissement support*)
  - CH MICHEL MAZEAS de DOUARNENEZ
  - EPSM GOURMELEN de QUIMPER
  - PÔLE DE READAPTATION DE CORNOUAILLE DE ST YVI (UGECAM)
  - HÔTEL DIEU PONT L'ABBE
- **GHT Groupe Hospitalier Sud Bretagne**
  - Groupe Hospitalier de Bretagne Sud (*Etablissement support*)
  - EPSM JM Charcot
- **GHT de Brocéliande Atlantique**
  - CH de BRETAGNE ATLANTIQUE de VANNES (*Etablissement support*)
  - CH ALPHONSE GUERIN de PLÖERMEL
  - CH JOSSELIN
  - CH MALESTROIT
  - CH de BELLE ILE EN MER
  - CH BASSE-VILAINE de NIVILLAC
  - EPSM MORBIHAN de SAINT AVE
- **GHT de Haute Bretagne**
  - CHU de RENNES (*Etablissement support*)
  - CH de FOUGERE
  - CH de REDON / CARENTOIR
  - CH de VITRE
  - CH MONTFORT SUR MEU
  - CH SAINT MEEN LE GRAND
  - CH LA GUERCHE DE BRETAGNE
  - CH JANZE
  - CH LE GRAND FOUGERAY
  - CH LES MARCHES DE BRETAGNE

- **GHT d'Armor**
  - CH de SAINT BRIEUC (*Etablissement support*)
  - CH de GUINGAMP
  - CH PIERRE LE DAMANY de LANNION TRESTEL
  - CH MAX QUERRIEN de PAIMPOL
  - CH de TREGUIER
  - CH DU PENTHIEVRE ET DU POUDOUVRE
- **GHT de Centre Bretagne**
  - CH de CENTRE BRETAGNE (*Etablissement support*)
  - CH GUEMENE SUR SCORFF
- **GHT de Rance Emeraude**
  - CH DINAN
  - CH CANCALE
  - CH SAINT MALO
- **EPSM GUILLAUME REGNIER**
- **FONDATION BON SAUVEUR – HÔPITAL DE BEGARD**
- **LES GRANDS CHÊNES PÔLE GERIATRIQUE RENNAIS DE CHANTEPIE (UGECAM)**
- **RESIDENCE DE KERAMPIR DE BOHARS (UGECAM)**
- **CSSR KORM ER HOUET DE COLPO (UGECAM)**

Le **Centre Hospitalier régional et Universitaire (C.H.R.U.) de Brest** a été désigné en tant que Coordonnateur du Groupement de Commandes. De ce fait, dans cette consultation, le terme « CHRU de Brest » désigne l'établissement coordonnateur du Groupement de commandes.

Ainsi, il est confié au C.H.R.U. de Brest la fonction d'assurer, pour le compte des autres membres, la passation du marché public ainsi que certaines missions liées à l'exécution (décision de reconduction, conclusion d'avenant, décision de résiliation).

Les spécificités de chaque établissement membres sont précisées dans les pièces du marché public.

Toutes les autres missions de la phase d'exécution des marchés publics relèvent de chaque établissement membres du groupement de commandes. L'exécution du marché public couvre son régime financier (le recours, le cas échéant, à la sous-traitance, la gestion et l'émission des commandes passées au titre des marchés publics, la vérification du service fait, le règlement, le versement d'avances et d'acomptes, la liquidation et le mandatement des factures...).

Il est précisé que le GCS Achats Santé Bretagne agit aussi en qualité de centrale d'achats conformément à sa convention constitutive.

Ainsi, la centrale d'achats GCS Achats Santé Bretagne peut mettre à disposition le présent marché public à ses bénéficiaires

## CHAPITRE I - OBJET, FORME ET ORGANISATION DE LA CONSULTATION

### ARTICLE 1 – Présentation du pouvoir adjudicateur

Centre Hospitalier régional universitaire de Brest (C.H.R.U. de Brest) : Etablissement Public de Santé

Représentant du pouvoir adjudicateur	Le Directeur Général du C.H.R.U. de Brest 2 Avenue Foch 29609 Brest Cedex	
Adresse du profil acheteur	<a href="http://www.marches-publics.gouv.fr">http://www.marches-publics.gouv.fr</a>	
Pharmaciens référents de la consultation	Philippe LORILLON Camille LAMBERT	02.98.34.76.00
Référent administratif de la consultation	Fabian ALLOT Virginie CARRE	

### ARTICLE 2 - Objet de la consultation

#### 1.1 .Objet de la consultation

La présente consultation a pour objet la fourniture de gaz médicaux, gaz de laboratoire et gaz industriels : bouteilles et azote cryogénique pour le Groupement de commande portant sur la fourniture de fluides médicaux, fluides médicaux pour laboratoire, fluides médicaux industriels et autres produits du domaine des fluides médicaux.

#### 1.2. Classification CPV (Vocabulaire commun des marchés)

La classification CPV est la suivante :

2410000	Gaz – classification principale
24111500-0	Gaz médicaux – classification secondaire
24110000-8	Gaz industriels – classification secondaire

### ARTICLE 3 – Forme du marché public et forme des prix

#### 3.1. Forme du marché public

La présente procédure est un marché négocié passé conformément aux dispositions de l'article R.2124-3 du code de la commande publique.

Cette consultation sera passée en application de l'article L.2125-1 du code de la commande publique.

**Il s'agit d'un accord-cadre à bons de commande sans minimum, ni maximum et mono-attributaire**

#### 3.2. Forme des prix

Le marché public est traité à prix unitaire.

#### 3.3. Mode de règlement du marché public

Les prestations, objet du présent marché, sont rémunérées dans les conditions fixées par les règles de comptabilité publique et financés selon les modalités suivantes : financement sur le budget propre de chacun des établissements membre du groupement.

## **ARTICLE 4 - Lieux d'exécution**

Le marché est divisé en cinq zones géographiques décrites à l'article 1 du C.C.A.P.

Les livraisons des fournitures, objet du marché, auront lieu sur l'ensemble des sites de chaque établissement concerné.

Cf. fiches établissements (annexe du C.C.T.P)

## **ARTICLE 5 - Décomposition de la consultation**

### **5.1. L'allotissement**

Les prestations sont réparties en **cinq lots** et en **cinq zones géographiques** :

<b>ZONE</b>	<b>LOT</b>	<b>LIBELLE DU LOT</b>
<b>2</b> <b>(SECTEUR CORNOUAILLE)</b>	2001	AZOTE LIQUIDE CRYOGENIQUE
<b>3</b> <b>(SECTEUR SUD BRETAGNE ET CENTRE BRETAGNE)</b>	3002	TRACABILITE - GH BRETAGNE SUD
<b>4</b> <b>(SECTEUR BROCELIANDE ATLANTIQUE)</b>	4003	GAZ MELANGE POUR GAZ ANALYSE - GAZ INDUSTRIEL - DIOXYDE DE CARBONE LIQUEFIE AVEC TUBE PLONGEUR
<b>6</b> <b>(SECTEUR RANCE EMERAUDE)</b>	6004	GAZ MELANGE POUR GAZ ANALYSE - GAZ INDUSTRIEL - DIOXYDE DE CARBONE LIQUEFIE AVEC TUBE PLONGEUR
<b>7</b> <b>(SECTEUR D'ARMOR)</b>	7005	GAZ MELANGE POUR GAZ ANALYSE - GAZ INDUSTRIEL - DIOXYDE DE CARBONE LIQUEFIE AVEC TUBE PLONGEUR

## 5.2. Quantification des lots

Les quantités inscrites au cahier des lots sont des quantités indicatives, **basées sur les consommations antérieures qui correspondent à la consommation estimée sur 12 mois**. Elles restent estimatives et seront respectées au plus près dans la mesure du possible. Elles n'ont cependant aucun caractère contractuel.

### **ARTICLE 6 – Durée du marché Public**

Il est précisé que les différents adhérents au groupement de commandes, actuellement en marché, disposent de dates de fin différentes.

**Ainsi, les établissements initieront leurs premières commandes selon les dates échelonnées entre le 01/04/2021 et 01/07/2021.**

Les dates de début et de fin de marché de chaque zone géographique sont décrites à l'article 3 du C.C.A.P.

Par contre, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de ne pas reconduire le marché public, et ceci sans indemnités pour le titulaire. Le C.H.R.U. de Brest se prononcera par écrit au plus tard **30 jours** avant la fin de la durée de validité des marchés sur leur non reconduction.

A défaut d'accord, le marché sera résilié en totalité ou partiellement, si le litige ne concerne qu'un lot du marché- par lettre recommandée avec accusé de réception, adressée dans ce même délai. La résiliation prendra effet à l'issue de la période annuelle considérée.

## **CHAPITRE II – CONDITION DE LA CONSULTATION**

### **ARTICLE 7 – Groupement de commandes régional et coordination**

Chaque marché sera signé et notifié par le Coordonnateur du groupement d'achat pour l'ensemble de ses adhérents.

Le coordonateur est, par ailleurs, compétent dans la phase d'exécution du marché pour :

- Procéder à la passation, à la signature et à la notification des avenants de toute nature pouvant intervenir dans le marché,
- Etablir les certificats administratifs,
- Prononcer la résiliation du marché,
- Réaliser plus généralement tous les actes administratifs relatifs à la modification du marché.

### **ARTICLE 8 - Conditions de participation des candidats**

L'offre peut être présentée par une seule entreprise ou par un groupement.

Aucune forme de groupement n'est imposée par la personne publique pour la présentation de l'offre. Toutefois, la forme souhaitée est un groupement solidaire. Si le groupement attributaire du marché est d'une forme différente, il pourra se voir obligé d'assurer sa transformation pour se conformer à ce souhait, en application de l'article R 2142-20 du Code de la commande publique.

Les candidats ne peuvent présenter une offre en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et en qualité de membres d'un ou plusieurs groupements.

Un même candidat ne pourra pas être mandataire de plus d'un groupement pour un même marché.

Si l'attributaire désigné est un groupement entre plusieurs fournisseurs, le marché sera alors signé avec le mandataire du groupement, mais tous les co-traitants devront fournir les documents administratifs exigés à l'article 5 du présent règlement, sous peine d'élimination du groupement.

Le fournisseur possèdera impérativement un stock avancé sur le territoire français, l'offre devra en indiquer la localisation et l'importance, pour les produits objets de la soumission.

## **ARTICLE 9 - Variantes**

Les candidats doivent impérativement présenter une offre entièrement conforme à la solution de base, telle que définie au Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.), et la chiffrer.

Ils peuvent également présenter, conformément à l'article R2151-8 du Code de la commande publique, une offre comportant des variantes qui ne dérogeront pas aux dispositions techniques minimales du C.C.T.P.

## **ARTICLE 10 - Délai de validité des offres**

Le délai de validité des offres est fixé à **240 jours** à compter de la date limite de réception des offres.

# **CHAPITRE III - CONTENU ET OBTENTION DU DOSSIER DE CONSULTATION**

## **ARTICLE 11 – Contenu du dossier de consultation**

Le dossier de consultation du présent marché contient les pièces suivantes :

- Le règlement de la consultation (R.C.) et ses annexes :
  - *questionnaire sur le développement durable,*
  - *fiche de renseignements fournisseur,*
  - *note de procédure sur la transmission électronique du pli.*
- L'acte d'engagement (ATTR1) et ses annexes :
  - *Tarif pour livraisons urgentes,*
  - *Annexe tarifaire,*
  - *Annexe prestations supplémentaires.*
- Le cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.).
- Le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) et ses annexes :
  - *fiches établissement (= descriptif des installations et consommations),*
  - *détail des stocks bouteilles des établissements.*
- Le cahier des lots (descriptif technique de l'allotissement),
- Le fichier .cmp (descriptif technique **sur lequel le candidat renseigne sa proposition financière**),
- Le formulaire DC1 « Lettre de candidature »,
- Le formulaire DC2 « Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement »,

## **ARTICLE 12 - Modalités d'obtention du dossier de consultation par voie électronique**

Conformément à l'arrêté du 14 décembre 2009 relatif à la dématérialisation des procédures de passation des marchés publics, l'identification des opérateurs économiques pour accéder aux documents de la consultation n'est plus obligatoire.

**Toutefois, nous attirons votre attention sur le fait que l'identification vous permet d'être tenus informés automatiquement des modifications et des précisions éventuellement apportées au Dossier de Consultation des Entreprises (D.C.E.). Dans le cas contraire, il vous appartiendra de récupérer par vos propres moyens les informations communiquées.**

Les candidats doivent télécharger le Dossier de Consultation des Entreprises (DCE) dans son intégralité sur le profil acheteur du C.H.R.U. sur la **plateforme PLACE** : <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

## **ARTICLE 13 – Renseignement complémentaires et modifications**

### **13.1 Renseignement complémentaire**

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires, les opérateurs économiques devront faire parvenir **au plus tard 10 jours avant la date limite de réception des plis**, une demande écrite, via la plateforme PLACE ou par mail.

Une réponse sera alors adressée, à tous les opérateurs économiques ayant retiré le dossier, **6 jours au plus tard avant la date limite de remise des plis**. La réponse pourra être effectuée via la plate-forme PLACE : **il est donc impératif que les opérateurs économiques se soient identifiés sur ce site.**



### 13.2. Modification de détails du dossier de consultation

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter, **au plus tard 6 jours avant la date limite fixée pour la réception des plis**, des modifications de détail au dossier de consultation.

Les opérateurs économiques devront alors répondre sur la base du dossier modifié, sans contestation possible. Si, **pendant l'étude du dossier par les opérateurs économiques, la date limite fixée pour la remise des plis est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.**

## CHAPITRE IV – PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

Le candidat devra impérativement fournir au C.H.R.U. de Brest une adresse mail valide pour tout échange relatif à la procédure.

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.

**Le fournisseur possèdera impérativement un stock avancé sur le territoire français, l'offre devra en indiquer la localisation et l'importance, pour les produits objets de la soumission. A défaut, la candidature et l'offre ne seront pas analysées.**

### ARTICLE 14 - La candidature

Pour l'appréciation des capacités juridiques, le soumissionnaire remet à l'appui de sa candidature, les documents suivants :

- **La lettre de candidature et l'habilitation du mandataire par ses cotraitants** (formulaire DC1 ou forme libre), dûment complétée par le candidat et par chacun des cotraitants en cas de groupement précisant :
  - La dénomination sociale du soumissionnaire, son adresse et ses coordonnées (téléphone, fax, courriel).
  - L'objet de la candidature et le ou les lots concernés.
  - Si le soumissionnaire se présente seul ou en groupement, dans ce dernier cas préciser la forme du groupement, désignation des membres du groupement et habilitation donnée au mandataire.
  - la déclaration sur l'honneur pour justifier qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles 45 et 48 de l'ordonnance 2015-899 du 23 juillet 2015, et notamment qu'il est en règle au regard des articles L5212-1 à L5212-11 du Code du Travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés.
- **La copie du ou des jugements prononcés, s'il est en redressement judiciaire.**
- **La déclaration du candidat (formulaire DC2), dûment complété.**
- **Les renseignements suivants :**
  - Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années.
  - Présentation d'une liste des principales fournitures ou des principaux services effectués au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les livraisons et les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique.
  - Renseignements concernant les certificats de qualifications professionnelles établis par des organismes indépendants. Dans ce cas, le pouvoir adjudicateur accepte tous moyens de preuve équivalent ainsi que les certificats équivalents d'organismes établis dans d'autres Etats membres.

Il est précisé que la fourniture des preuves de la détention des capacités à exécuter le marché public (ex : certificat de qualification) sont facultatives lors du dépôt de la candidature. En effet, elles ne peuvent être exigées par le pouvoir adjudicateur que lors de la vérification des conditions de participation en application des articles 48, 50 et 55 du décret 2016-360.

Les documents DC1 - DC2 (dans leur version du 31/03/2016) sont mis à disposition dans le dossier de consultation. A défaut, ils sont disponibles gratuitement sur le site du Ministère de l'Economie et des Finances : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat>

Pour justifier de ses capacités professionnelles, techniques et financières, le soumissionnaire, même s'il s'agit d'un groupement, peut demander que soient également prises en compte les capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques, quelle que soit la nature juridique des liens existants entre ces opérateurs et lui. Dans ce cas, il justifie des capacités de ce ou ces opérateurs économiques et apporte la preuve qu'il en disposera pour l'exécution du marché public.

Si le candidat est objectivement dans l'impossibilité de produire, pour justifier de sa capacité financière, l'un des renseignements ou documents demandés, il pourra prouver sa capacité par tout autre document permettant d'en attester de manière équivalente.

## **ARTICLE 15 - L'offre**

L'enveloppe offre sera constitué par les pièces suivantes dûment complétées par le candidat :

- **L'acte d'engagement (A.E.) et son (ou ses) annexe(s) daté(s) et signé(s)**, à compléter par les représentants qualifiés de l'entreprise candidate au marché.

***Nota** : L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer aux bénéfices de l'avance prévue à l'article 5.5 du cahier des clauses administratives particulières, ils doivent le préciser à l'acte d'engagement.*

- **Le catalogue du titulaire avec les tarifs des produits de la gamme référencée au marché public.**

*Dans la mesure du possible, il est demandé aux candidats de fournir les fiches techniques sur un support dématérialisé (Clé USB ou CD ROM).*

- **Le cahier des lots dûment renseigné (= fichier .cmp) et dans lequel les références et le conditionnement seront impérativement indiqués.**

- **Les fiches techniques descriptives détaillées et les études cliniques dont les spécifications sont détaillées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.).**

- **Une fiche de renseignement fournisseur.**

- **Le questionnaire développement durable et les pièces justificatives.**

- **Un dossier technique complet en français comprenant, à minima, les éléments suivants :**

- a) L'énoncé des capacités et qualifications du candidat.
- b) Pour les gaz médicaux relevant de la législation des médicaments :
  - a. Les résumés des caractéristiques du produit (RCP).
  - b. Les photocopies de parution au JO des AMM et des agréments aux collectivités.
- c) Pour les gaz relevant de la législation des dispositifs médicaux :
  - a. L'attestation CE de conformité indiquant la classe retenue et le nom de l'organisme notificateur.
  - b. La notice précisant les indications d'utilisation.
- d) Pour les gaz industriels et les mélanges :
  - a. Un exemple de bulletin d'analyse du gaz pour un type de gaz.
- e) Pour tous les gaz :
  - a. Le certificat d'assurance qualité (ISO9001 : 2008, NF EN ISO 13485).
  - b. Les fiches techniques des produits.
  - c. Les photographies de bouteilles de tous les gaz pour lesquels il y a candidature.
  - d. Une présentation du dispositif de traçabilité de la bouteille.
  - e. Un exemple d'étiquette en bouteille taille réelle.
- f) Un descriptif précis de l'organisation et du fonctionnement des installations de production et de conditionnement des gaz médicaux du fournisseur.
- g) Un descriptif précis de l'organisation et du fonctionnement du service transport des gaz.

- h) Un descriptif précis de l'organisation et du fonctionnement du service après-vente et du service entretien précisant notamment :
- a. Le lieu d'implantation du service après-vente et du service entretien.
  - b. Le nombre de techniciens affectés à l'entretien, ainsi que leur formation et compétence.
  - c. Les modalités d'appel hors jours et heures ouvrés.
  - d. Les conditions de disponibilité et de fourniture des pièces de rechange.
- i) Un descriptif précis des modalités de passation des commandes précisant notamment :
- a. Les modalités de commande régulière.
  - b. Les modalités de commande hors jours et heures ouvrés.
- j) Un exemple de bon de livraison.
- k) Un exemple de facture précisant : une livraison d'oxygène liquide, de location de bouteille et de livraison de bouteille.
- l) Une note précisant les prestations de formation que le candidat mettra en oeuvre au sein des établissements adhérents.

Le candidat veillera d'une façon générale à ce que les éléments énoncés à l'article 21 du présent document « critère de jugement » figurent bien dans les descriptifs ci-dessus mentionnés. La trame de cet article sera suivie **dans toute la mesure du possible** afin de faciliter l'analyse des offres.

### **ARTICLE 16 – Référencement postérieur à l'attribution du marché (= extension de gamme)**

Pour chaque lot, les établissements du GCS Achats Santé Bretagne peuvent commander, au fur et à mesure de leurs besoins, dans le catalogue du titulaire, des produits complémentaires, non listés au BPU du lot concerné, portant sur l'objet dudit lot (même gamme).

Ces produits seront commandés, sur la base du (des) tarif(s) fixés au catalogue du titulaire, éventuellement remisés dans le cadre de l'offre.

Les soumissionnaires devront établir leur proposition :

- par lot,
- pour tous les articles du lot,
- et pour l'ensemble de leur gamme.

L'offre devra être conforme au libellé du lot ou devra pouvoir être considérée comme équivalente. Si elles sont autorisées, des variantes pourront être présentées dans les conditions définies à l'article 4.1 du présent Règlement.

Les offres devront être présentées à partir de documents dont la forme est libre, mais qui devront obligatoirement présenter les informations suivantes :

- N° du lot et désignation du produit,
- la dénomination commerciale du ou des produits,
- la quantité proposée,
- la référence complète du produit
- le prix tarif
- la remise consentie,
- le prix unitaire HT après remise. Ce prix tiendra compte des conditions financières et de port et emballage définies dans le CCAP,
- le taux de TVA,
- le montant TTC,
- les conditionnements et emballages (Palettes, cartons, boîtes, unités),
- les modalités d'acquisition : achat, location
- les conditions de conservation, les cas échéant

**Les prix unitaires H.T. indiqués à l'offre financière prévaudront sur les autres documents composant l'offre. En cas d'erreurs manifestes de multiplication, d'addition ou de report, le soumissionnaire sera invité à rectifier son offre financière.**

## CHAPITRE V - CONDITIONS DE REMISE DES PLIS

### **ARTICLE 17 – transmission électronique (voie dématérialisée)**

#### **17.1. Transmission par voie électronique**

En vertu de l'article 41 du décret 2016-360 du 25 mars 2016, la transmission par voie électronique est obligatoire à compter du 1er octobre 2018.

La transmission par voie électronique devra s'effectuer à l'adresse Internet suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr> avant la date et l'heure limites de réception des offres (cf. page 1 du présent règlement)

Heure : Fuseau horaire de référence GMT/UTC +1

Pour les modalités pratiques de constitution et de transmission par voie électronique des plis, le candidat devra se conformer aux dispositions de la note de procédure figurant en annexe 1 du règlement de consultation.

#### **17.2. Date et heure de remise des candidatures et des offres**

**Lundi 25 janvier 2021 à 11h00**

#### **17.3 Dispositions particulières au support physique électronique**

Le support offre contiendra les éléments relatifs à la candidature ainsi que les éléments relatifs à l'offre du candidat.

Les éléments constitutifs de la candidature et de l'offre, transmis sur support physique électronique, **sont signés individuellement** par le candidat au moyen d'un certificat de signature électronique, qui garantit notamment l'identification du candidat.

**Il est bien rappelé au candidat que chacun des documents remis par voie électronique doit être individuellement signé électroniquement.**

Les certificats de signatures doivent être conformes à l'arrêté du 15 juin 2012.

Ils doivent être conformes au RGS (référentiel général de sécurité) ; le niveau minimum de sécurité exigé est \*\* ; les formats de signature acceptés sont PAdES, CAdES, XAdES.

Si le certificat de signature électronique utilisé n'émane pas de la liste de confiance française ou d'une liste d'un autre Etat-membre, c'est-à-dire qu'il ne peut pas être relié à un prestataire ou un produit de sécurité référencé pour la France par le ministère chargé de la réforme de l'Etat sur le site [www.references.modernisation.gouv.fr](http://www.references.modernisation.gouv.fr) et pour les autres Etats-membres par la Commission européenne sur le site :

[http://ec.europa.eu/information\\_society/policy/esignature/eu\\_legislation/trusted\\_lists/index\\_en.htm](http://ec.europa.eu/information_society/policy/esignature/eu_legislation/trusted_lists/index_en.htm)

alors, **le candidat doit fournir** l'ensemble des éléments nécessaires afin de prouver que le certificat de signature utilisé est bien conforme au Référentiel Général de Sécurité.

### **ARTICLE 18 – La copie de sauvegarde**

La copie de sauvegarde contient la candidature et l'offre.

Si le pli contenant la copie de sauvegarde n'est pas ouvert, il est détruit par le Pouvoir adjudicateur.

## CHAPITRE VI - SELECTION DES CANDIDATURES ET JUGEMENT DES OFFRES

La sélection des candidatures et le jugement des offres seront effectués dans les conditions prévues aux articles 55, 59 et 62 du décret 2016-360.

### **ARTICLE 21 - Examen de la candidature et des offres**

Seuls peuvent être ouverts les plis qui ont été reçus au plus tard à la date et à l'heure limites indiquées dans l'avis d'appel public à la concurrence et dans le présent règlement de la consultation.

#### **21.1. Recevabilité des plis et examen des candidatures**

En application de l'article 55 I du décret 2016-360, le pouvoir adjudicateur qui constate que des pièces ou informations dont la production était réclamée, sont absentes ou incomplètes peut demander à tous les soumissionnaires concernés, de compléter leur dossier de candidature dans un délai maximum de 5 jours. Conformément à l'article 55 IV du décret 2016-360, si le candidat ne satisfait pas aux conditions de participation, ou ne peut pas produire dans le délai imparti, les documents, compléments ou explications requis par le pouvoir adjudicateur, sa candidature est déclarée irrecevable et le soumissionnaire est éliminé.

#### **21.2. Examen de l'offre**

Le pouvoir adjudicateur vérifie que les offres sont régulières, acceptables et appropriées.

Le pouvoir adjudicateur élimine les offres inappropriées ou inacceptables. En application de l'article 59 II du décret 2016-360, il peut autoriser tous les soumissionnaires concernés à régulariser des offres irrégulières dans un délai qu'il estime approprié, à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses.

L'analyse et le jugement des offres seront effectués par la commission technique du Groupement de commandes (*composée de pharmaciens et d'ingénieurs biomédicaux de chaque G.H.T.*).

En application de l'article 60 du décret 2016-360, et si une offre apparaît anormalement basse, le pouvoir adjudicateur peut la rejeter par décision motivée, après avoir demandé par écrit les précisions qu'il juge opportun et vérifier les justifications fournies.

##### **21.2.1. Les critères de notation**

L'examen des offres s'effectue lot par lot.

L'offre économiquement la plus avantageuse sera appréciée en fonction des critères de jugement pondérés ci-dessous.

La présentation orale de l'offre, dont le contenu et les modalités sont précisés à l'article 18 du présent document, vise à permettre à la commission technique de s'assurer qu'elle dispose bien de tous les éléments d'appréciation de l'offre écrite. Si un ou des éléments de la présentation orale donnent lieu à une notation, les candidats en sont préalablement informés.

L'offre la plus avantageuse sera appréciée en fonction des critères énoncés ci-dessous, après avis exprimés par la commission technique du groupement :

**a) Pour l'azote liquide cryogénique (lot 2001)**

Critères	Sous critères
<b>Critère Economique</b>  <b>40 points</b>	coefficient $\ast (1 - ((\text{montant de l'offre} - \text{montant minimum}) / \text{montant maximum}))$
<b>Prestation du fournisseur en matière d'approvisionnement, de sécurité, des prestations associées à la fourniture</b>  <b>25 points</b>	Gestion automatique des approvisionnements Sécurité et continuité d'approvisionnement Alarmes, maintenances préventives Capacité d'intervention (rapidité / réactivité) Télésurveillance
<b>Valeur techniques et qualitatives</b>  <b>20 points</b>	Implantation des installations Justification du dimensionnement Caractéristique de la centrale Affichage du contenu du réservoir ou du nombre d'heure de fonctionnement
<b>Prestation du fournisseur en matière d'information et de formation afférents à la sécurité des personnes et des installations</b>  <b>12 points</b>	Sécurité et information générale : affichage de sécurité, protocole de sécurité, formations ...
<b>Développement durable</b>  <b>3 points</b>	Réponse au questionnaire durable en annexe

b) Pour les gaz conditionné (lot 4003 / 6004 / 7005)

Critères	Sous critères
<b>Critère Economique</b>  <b>45 points</b>	coefficient $\ast (1 - ((\text{montant de l'offre} - \text{montant minimum}) / \text{montant maximum}))$
<b>Prestation du fournisseur en matière de commandes et de sécurité</b>  <b>32 points</b>	Logistique de la livraison Continuité d'approvisionnement Dépannage urgent Sécurité des bouteilles Facilité d'identification des bouteilles Facilités d'utilisation des bouteilles (pour le Monoxyde d'azote : maintenance et facilité d'utilisation des systèmes d'administration)
<b>Valeur techniques et qualitatives</b>  <b>8 points</b>	Facilité / Lisibilité des numéros de lot et de bouteilles sur le bon de livraison Facilité de lecture de la facturation Modalités de passation des commandes
<b>Prestation du fournisseur en matière d'information et de formation, de suivi des produits</b>  <b>12 points</b>	Démonstration sur manipulation de la bouteille avec manodétendeur intégré (notation dans le cadre de l'audition) Démonstration sur manipulation de la bouteille sans manodétendeur intégré (notation dans le cadre de l'audition) Gestion des péremptions Formation
<b>Développement durable</b>  <b>3 points</b>	Réponse au questionnaire durable en annexe

c) Tracabilité sans logistique (lot 3002)

<b>Critère Economique</b>  <b>45 points</b>	coefficient $\ast(1-((\text{montant de l'offre}-\text{montant minimum})/\text{montant maximum}))$
<b>Modalités en matière d'utilisation</b>  <b>40 points</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Modalité d'utilisation pour l'identification des bouteilles.</li><li>• Intégration des bouteilles quelque soit le fournisseur choisi.</li><li>• Qualité du support informatique de suivi des bouteilles</li><li>• Etendue de la prestation de suivi des bouteilles</li><li>• Accès et paramétrage des droits d'utilisation</li><li>• Possibilité de suivre les pressions résiduelles des bouteilles rendues</li></ul>
<b>Modalités en matière d'information et de formation</b>  <b>15 points</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Informations et formations organisées lors de la mise en place du système.</li><li>• Documents disponibles</li><li>• Assistance à distance (Hot line ...)</li></ul>

**Remarques générales :**

En cas d'égalité sur l'ensemble des critères, pondérés des coefficients, le prix sera prépondérant

La valeur technique des offres sera appréciée au regard de l'engagement du titulaire quant au délai d'intervention en situation d'urgence, ainsi qu'une note méthodologique décrivant les moyens techniques et organisationnels proposé par le candidat pour assurer des approvisionnements fiables, de qualité, et garantir le respect du CCTP.

**21.2.4. Teneur des offres**

Le pouvoir adjudicateur informe les candidats que, si besoin, il pourra être demandé aux concurrents de préciser et / ou de compléter la teneur des offres.



## **CHAPITRE VII – Attribution et notification des résultats**

### **ARTICLE 22 - Les attributions**

Les candidats non retenus sont avisés par voie de messagerie électronique à partir de la plateforme PLACE.

### **ARTICLE 23 – Les notifications**

Le candidat dont l'offre n'est pas retenue en est informé par courrier via la plateforme PLACE.

Chaque candidat retenu recevra, dans le respect du délai réglementaire de 11 jours de notification des rejets aux candidats éliminés, par envoi recommandé avec avis de réception, une lettre de notification accompagnée d'une copie de l'acte d'engagement signée par le Responsable des Marchés du C.H.R.U. de Brest.

Après signature du marché, en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés à l'article 44 et à l'article 46 du Code des Marchés Publics, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et D.8222-8 du Code du Travail conformément au 1° du I de l'article 46, il sera fait application aux torts du titulaire des conditions de résiliation prévues par le marché.

## **CHAPITRE VIII – LITIGES ET RECOURS**

En cas de non-conformité avec les conditions prévues au marché public, portant notamment sur la qualité et la quantité réceptionnées, les conditions de facturation, l'objet du litige sera notifié par écrit au titulaire et donnera lieu à une suspension du délai de paiement jusqu'à résolution du différend.

La lettre de réponse à une décision faisant grief, peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du pouvoir adjudicateur ou d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Rennes.

Les recours précontractuels et contractuels pourront être formés dans les délais et conditions prévus par le chapitre 1<sup>er</sup> du titre II du décret 2009-1456 du 27 novembre 2009. Un recours de plein contentieux pourra être formé conformément à la jurisprudence de l'Assemblée du Conseil d'État en date 4 avril 2014 (jurisprudence Département de Tarn-et-Garonne) et ce, pendant un délai de deux mois suivant la publication d'un avis mentionnant à la fois la conclusion du contrat et les modalités de sa consultation.

**Tribunal Administratif de Rennes**  
**Hôtel de Bizien – 3 Contour de la Motte – CS 44416**  
**35044 Rennes Cedex**

## **CHAPITRE IX – INFORMATIONS DIVERSES**

Le C.H.R.U. de Brest, engagé dans un Agenda 21, portera une attention particulière aux offres prenant en compte le développement durable, ce qui peut se manifester par :

- la présentation de certificats ou attestations justifiant de cette prise en compte : certification environnementale, éco-labels, présentation des éco-bilans des services ou/et produits...
- un engagement à respecter certaines conditions de production des biens ou des services proposés (conditions de travail conformes aux recommandations du Bureau International du Travail, respect de la réglementation des Installations classées pour la protection de l'environnement, commerce équitable, réduction des volumes d'emballages, conditions de destruction ou de reprise des matériels ou des fournitures en fin de vie...)